

# Face aux syndicats agricoles, le RN entre drague et crispation

Nicolas Massol

**Réputé proche de la Coordination rurale, le parti d'extrême droite entretient des relations plus délicates avec la FNSEA, syndicat majoritaire de la filière récemment vilipendé par Marine Le Pen mais courtoisé sur le terrain par les élus du parti, jusqu'au Salon de l'agriculture.**

La scène est devenue familière : des bœufs impassibles regardent glisser une masse humaine hérissée de perches et de caméras. Des badauds s'approchent et leur visage, souvent, s'éclaire en voyant dépasser la tête de Jordan Bardella, tantôt concentrée, tantôt ridée par un sourire forcé. Et çà et là, comme venus pour le spectacle, un ou deux bonnets jaunes au gilet floqué du slogan : «Foutez-nous la paix, laissez-nous travailler.» Dimanche, comme l'année dernière, le président du Rassemblement national a débuté ses deux jours de marathon au Salon de l'agriculture. L'occasion de mettre en scène sa complicité avec le monde rural et agricole, ses professionnels et ses syndicats, au premier rang desquels la Coordination rurale (CR), reconnaissable donc à ses bonnets jaunes et à son style volontiers chahuteur voire franchement violent. Mais aussi de se rapprocher de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et de son allié, les Jeunes agriculteurs (JA), traditionnellement plus proches de la droite classique. Bref, tenter de se mettre bien avec tout le monde – à l'exception de la Confédération paysanne, marquée à gauche –, quitte, parfois, à brouiller son propre message politique.

Avec les principaux représentants du monde agricole, le parti d'extrême droite revient de loin. Après avoir voté la censure du gouvernement Barnier, le 4 décembre, les députés frontistes se sont exposés à une campagne assez offensive de la FNSEA. «*En votant la censure, les députés ont accepté de sacrifier l'agriculture*», a fustigé, sur X, le président du syndicat, Arnaud Rousseau. «*Pour la deuxième fois en moins de six mois, le travail que nous avons réalisé vient de partir à la rivière*», harangue le même, dans un meeting en Dordogne. Si les députés du Nouveau Front populaire sont aussi visés, ceux du RN ne le sont pas moins, d'autant plus que leurs circonscriptions sont davantage rurales que celles de la gauche. Plusieurs RN comptent [parmi la trentaine de permanences parlementaires visées par des actions de membres du syndicat](#). L'élue de l'Eure Katiana Levavasseur a par exemple vu son local muré par des JA. En Charente, Caroline Colombier a, elle, trouvé la porte de son sion recouverte de fumier. «*Ne comptez plus sur moi pour vous défendre*», s'est emportée la députée frontiste qui, comme nombre de ses collègues, a perdu l'habitude de se faire chahuter.

## *La guerre est déclarée*

La situation est alors suffisamment grave pour que, dès le lendemain de la censure, Marine Le Pen prenne la plume pour écrire une «*lettre aux agriculteurs*», «*pour rétablir la vérité face aux mensonges proférés par nos adversaires dans les médias*». Le 15 décembre, elle y a consacré la quasi-totalité d'un discours à Etrépany, dans l'Eure. Ne se privant pas de

désigner à la vindicte des siens, en plus de la Commission européenne, un «*syndicat agricole, qui se reconnaîtra*», qu'elle accuse de «*contribuer à propager [d]es mensonges contre notre mouvement*». «*Je n'aurai pas la cruauté de rappeler à ce syndicat – indice, pour vous à la maison : son nom commence par “F” et se termine par “A” – qu'il nous explique avec insistance, depuis des années, que l'Union européenne et les accords de libre-échange représentent une chance unique pour la France, pour ses exportations et pour ses producteurs*», fustige alors la patronne du RN.

La guerre est déclarée. La ministre (Les Républicains) de l'Agriculture, Annie Genevard, est accusée tantôt d'être à la botte de la FNSEA, tantôt d'instrumentaliser le syndicat agricole pour attaquer ses concurrents politiques. A qui veut l'entendre, les députés RN soutiennent aussi que FNSEA et les JA haussent le ton et jouent la carte de l'activisme pour raffermir leurs positions en pleine campagne pour les élections des chambres d'agriculture, qui ont lieu début février.

Il n'empêche, le bateau tangué. Le 9 décembre, soit quelques jours seulement après la censure, [le RN perd un siège de député dans les Ardennes](#) lors de la partielle organisée après la très curieuse démission du sortant RN, Flavien Termet, élu en 2024. Dans un contexte d'abstention de près de deux tiers des électeurs, le candidat ex-Renaissance Lionel Vuibert a remporté la circonscription en bénéficiant du report des voix de la gauche et du candidat LR, arrivé en troisième position. Nul doute, veulent penser les stratèges frontistes, que les réseaux syndicaux ont joué à fond la défaite de leur candidat, par ailleurs peu implanté.

### **«Un changement générationnel»**

Soufflés souvent depuis Paris, ces vents contraires ne décornent pas tous les élus RN. Ceux-ci continuent de miser à fond sur leur stratégie de la cravate, qui conjugue forte assiduité aux événements de la ruralité et dépolitisation maximale sur le terrain, au profit des relations interpersonnelles. La recette porte ses fruits. En Seine-et-Marne, vieux fief de la droite classique et théâtre de ses noces avec la FNSEA, le parti d'extrême droite pousse ses pions. Elu en 2023, le sénateur Aymeric Durox a pu s'en rendre compte à l'assemblée générale des JA de Seine-et-Marne, mi-février. «*Sur les 17 parlementaires du département, il n'y avait que deux RN – moi-même et Julien Limongi [élu de la 4e circonscription en 2024, ndlr] – et le sénateur LR Pierre Cuypers, qui connaît tout le monde mais a 80 ans, raconte-t-il. J'ai vraiment vu un changement générationnel : parmi les jeunes, il y en a plein qui votent pour nous, le rapprochement se fait par le bas*», à défaut de s'opérer par le haut.

Si la liste LR aux européennes de 2024 a réussi à débaucher une porte-parole de la FNSEA, Céline Imart, les sympathisants du syndicat déclarent désormais voter presque autant RN que LR et Renaissance, comme le révèle une étude de mai 2024 pour Sciences-Po dirigée par Pierre-Henri Bono et François Purseigle. Les agriculteurs proches de la FNSEA-JA y déclaraient leur intention de voter (aux européennes de juin dernier) à 24 % pour Bardella, 25 % pour Valérie Hayer, et autant pour François-Xavier Bellamy. Un score en hausse, mais encore bien moins élevé que les 47 % de sympathisants de la Coordination rurale prêts à voter pour le RN. Bien plus proche du parti d'extrême droite, la CR, née en 1991 d'une scission de la FNSEA provoquée par le rejet de la nouvelle PAC, en 1992, a toujours recruté dans le vivier souverainiste, voire carrément extrême droitier. Au point, dans certains départements, de se confondre avec le RN.

Comme dans le Lot-et-Garonne, où sa tête de pont, Serge Bousquet-Cassagne, a vainement tenté, selon *le Monde*, de figurer sur la liste RN de Bardella. Mais malgré la proximité affichée, le RN prend soin de ne pas trop se mêler aux chahuteurs de la CR. *«Le RN n'a ni l'intérêt ni la capacité de contrôler la CR, juge un membre du syndicat. Et ne veut pas s'emmerder à cautionner certaines de ses mobilisations : pourquoi se mouiller alors qu'ils votent naturellement pour eux ?»* Terre de mission, la FNSEA est, elle, plus intéressante à draguer, veut croire le même. Pour rappel, c'est après une conversation avec un représentant des JA que [Jordan Bardella avait mis au placard le soutien frontiste aux prix planchers](#), mesure que le parti d'extrême droite soutenait de longue date.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)